

*Initiatives ministérielles*

Les compressions importantes prévues dans le budget de février 1990 ainsi que les mesures annoncées en décembre par le président du Conseil du Trésor viennent renforcer les mesures prises antérieurement. Elles vont permettre d'atteindre les objectifs fixés dans le budget d'avril 1989. Ce qui paraissait réalisable à moyen terme seulement il y a cinq ans paraît de plus en plus à notre portée aujourd'hui.

En 1993-1994, le déficit ne sera plus que de 14 milliards de dollars, soit plus de la moitié moins élevé qu'à l'heure actuelle. On s'attend à ce qu'il tombe l'année suivante à dix milliards ou un p. 100 environ du produit intérieur brut, ce qui serait son niveau le plus bas en vingt-cinq ans. En 1994-1995, le gouvernement devrait afficher un excédent financier lui permettant de rembourser les emprunts qu'il a contractés sur les marchés de capitaux. Le fardeau de la dette va s'alléger. Le ratio dette/produit intérieur brut va se stabiliser en 1991-1992, pour se mettre ensuite à décliner pour la première fois depuis 1974-1975.

Bref, les conditions financières nécessaires à une croissance économique soutenue et noninflationniste seront définitivement en place.

Madame la Présidente, je voudrais parler aux députés des partis de l'opposition pendant quelques instants. Depuis le début de la présente législature et durant toute la législature précédente, ces députés ont blâmé le gouvernement du Canada pour la dette dont ils sont en grande partie responsables. Or, ces mêmes députés, bien qu'ils reconnaissent la gravité du problème de la dette, ont critiqué aveuglément toutes les compressions budgétaires faites par le gouvernement et ont réclamé le financement de tout projet imaginable valable pour le pays.

On ne peut pas défendre légitimement ces deux arguments contradictoires devant les Canadiens. On ne peut pas dire que le problème de la dette est grave et qu'il faut réduire le déficit, tout en soutenant que tout programme valable devrait être financé au maximum. Ce serait merveilleux s'il y avait une solution magique, si tous les Canadiens pouvaient s'asseoir et penser à ce qui serait bon et agréable, à ce qui leur apporterait plaisir et sécurité, et présenter ensuite un projet que nous financerions, quel qu'en soit le coût.

Il y a deux groupes qui se distinguent au Canada: les néo-démocrates et les libéraux. Ils sont les seuls à pouvoir se permettre de dire qu'il faudrait dépenser pour ceci ou pour cela sans jamais avoir à payer. Ils peuvent aussi se permettre de venir devant le Parlement, au moment de l'étude d'un projet de loi portant pouvoir d'emprunt, et de critiquer la dette, de dire qu'elle ne devrait pas exister, alors que c'est cette même dette, accumulée par les gouvernements libéraux, qui est à l'origine du problème auquel nous nous sommes attaqués au cours des deux dernières législatures. Les Canadiens n'ignorent pas que ce problème existe parce que les finances de notre pays ont été longtemps gérées d'une manière irresponsable. Il est aussi difficile de redresser la situation que de faire faire demi-tour au Queen Mary dans la rivière Battle.

C'est un problème important qui se perpétue de lui-même. À moins de fermer 12 ministères, nous n'avons pas de moyens faciles de le régler. Même s'il faudra augmenter les recettes et réduire les dépenses, comme nous l'avons fait, le meilleur moyen de nous en sortir est d'assurer l'expansion économique du Canada, et parce que nous avons eu une croissance économique de 20 p. 100 en moyenne au cours des cinq dernières années, notre dette a diminué de 45 p. 100 par rapport à notre produit intérieur brut.

C'est parce que nous avons assuré sa croissance, que nous avons l'intention de la maintenir et que nous mettons en place des politiques commerciales dynamiques et des politiques financières structurées que le Canada peut maintenant voir la lumière au bout du tunnel. Nous sommes sur la bonne voie et il nous faut maintenant la stabilité nécessaire pour mener ce programme à sa conclusion logique pour que les Canadiens de toutes les régions du pays puissent se débarrasser de la dette que les gouvernements précédents leur ont léguée avec l'aide du Nouveau Parti démocratique qui aime tant dépenser.

La petite taille du Nouveau Parti démocratique lui permet d'imaginer toutes sortes de belles choses et de prétendre qu'il pourrait les réaliser s'il était au pouvoir tout en disant que la dette est trop élevée et qu'elle devrait être réduite sans jamais expliquer comment il pourrait dépenser plus et la réduire plus rapidement. Seul un député de l'opposition peut se permettre ce genre de contradiction.